

Laval théologique et philosophique



VALADIER, Paul, *Agir en politique, décision morale et pluralisme politique*

Gabriel Chénard

Volume 38, numéro 1, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/705921ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/705921ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Faculté de philosophie, Université Laval

ISSN

0023-9054 (imprimé)

1703-8804 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chénard, G. (1982). Compte rendu de [VALADIER, Paul, *Agir en politique, décision morale et pluralisme politique*]. *Laval théologique et philosophique*, 38(1), 108–110. <https://doi.org/10.7202/705921ar>

Les derniers chapitres concernent le Dieu de Jésus-Christ. Ils ne disent rien de plus que ce qu'on a lu dans les livres antérieurs de Küng. Il est le Dieu proche de tout homme, qu'il appelle à la conversion et à la vie. C'est Lui qui nous parle et nous révèle son visage en Jésus-Christ. Il n'est pas indifférent à la souffrance ; Il la partage, Il « souffre avec nous » dans son amour. Küng ne retraits pas non plus, face aux reproches qu'on lui a déjà faits à propos d'*Être chrétien*. — Jésus est-il Dieu?... Il en est le parfait révélateur, le lieutenant. — Y a-t-il trois personnes en Dieu?... Il y a un seul Dieu qui entretient une triple relation avec nous, comme créateur et Père, comme révélateur en Jésus, comme continuateur de l'œuvre de Jésus par son Esprit, qui est aussi l'Esprit du Père. — Des formules qui se tiennent sur la clôture, mais pour lesquelles il ne faut pas chercher noise à un auteur sincère qui va aussi loin qu'il pense pouvoir aller sans nier des formulations de la foi plus explicites exprimées dans un vocabulaire plus métaphysique, formulations qu'il ne rejette pas, mais qu'il trouve moins actuelles et moins bibliques.

Tout au long du livre, peut-être en songeant à son propre cas, l'A. rappelle comment les plus grands esprits, et finalement les plus utiles, ont été en butte à toutes sortes de dénonciations, condamnations, etc. de la part du magistère de l'Église, sans que malheureusement on ait pris la peine, après coup, de la réhabiliter quand la chose aurait dû se faire : Thomas d'Aquin, Copernic, Galilée, Descartes, Pascal, T. de Chardin, etc.

Il s'agit, somme toute, d'un excellent livre, tonifiant, bien écrit, pas verbeux, mais plutôt concis et bien ramassé. Dernier trait à signaler : les penseurs présentés ne sont pas des pensées pures, mais des individus, bien en chair, avec leur origine souvent modeste, leurs difficultés matérielles, financières, sentimentales ou physiques, leurs grandeurs et leurs faiblesses, leurs relations souvent tendues avec les autorités politiques, religieuses, académiques. Tous ces éléments sont bien appuyés sur la correspondance et les meilleures bibliographies des auteurs concernés. Un livre à lire.

Jacques DOYON
Université de Sherbrooke

Paul VALADIER, **Agir en politique, décision morale et pluralisme politique**. Collection « Recherches morales », n° 5, 14 × 21 cm, Cerf, Paris, 1980, 189 pages.

Constatant la distance entre les mœurs politiques et les impératifs de la morale, et animé par la conviction que la violence vient de la démission de l'homme face à ses responsabilités sociales, Paul Valadier nourrit l'espérance que se dissipent les mirages créés par la passivité et qu'ils soient remplacés par le courage de l'action.

La première partie du volume veut préciser le sens du point de vue moral au sein de la politique. Qu'attend-on de la réflexion morale ? Qu'elle redise les grands principes de l'action et trace des lignes précises orientant la praxis. On est assez facilement d'accord sur les grands principes qui restent toujours vrais, sachant bien que dans les cas précis cette morale pure doit composer avec les situations. L'A. évoque ces situations ou ces contraintes du présent. Tout d'abord « la politique introuvable », c'est-à-dire les décisions insaisissables (structures monstrueuses des États et difficultés d'accéder à l'information) et la violence non repérable, indiscernable ; ici la morale semble perdre pied, étant donné cette impossibilité de saisir la décision politique, son lien avec la morale. Autre type de contrainte, le « manichéisme politique », cette lecture de l'univers social et politique en noir et blanc, la classification des hommes en bons et méchants, ou des options politiques en deux camps irréductibles. Cette lecture simpliste et manichéenne, qui porte un jugement moral sur la réalité, cadre mal avec la complexité des situations ; une saine recherche d'objectivité oblige à voir la réalité derrière les apparences pour éviter la tentation de croire que l'histoire recommence chaque jour à zéro et pour récuser ces jugements moralisants assez pauvres. La morale ne peut donc pas être dispensée d'*analyser* sérieusement les rapports de force en présence dans la société politique.

Ce qui précède constitue un défi à la place de la morale en politique et mobilise les énergies pour fonder la place qui lui revient. Une telle réflexion morale devra prendre en considération les divers points de vue susceptibles d'éclairer la situation ; elle visera en même temps à faire surgir un homme responsable qui décide de créer, de participer, de donner sens à ce qui lui semble fatalité.

L'objectif de la deuxième partie est de déterminer, de décrire une éthique politique dans un

monde pluraliste. Le pluralisme ne signifie ni démission devant différents slogans et opinions, ni réduction ou recherche du plus petit commun dénominateur dans la recherche de la vérité, ni refus d'évaluation de toute opinion, car alors il ne serait que concession à la mode du jour, démission et fuite des terrains conflictuels, impuissance d'établir quoi que ce soit. Il trouve son fondement au nom du statut des sciences qui établissent la non-homogénéité des points de vue, au nom de la morale estimant que l'incarnation des valeurs conduira nécessairement à des engagements politiques divers, au nom du respect du champ actuel du politique qui veut faire vivre ensemble et ouvrir à la communication, des hommes que plusieurs points de vue semblent séparer. On objectera bien sûr l'impossibilité de la mise en œuvre du pluralisme en s'appuyant sur deux types de raisons. D'une part parce que l'emprise de la technique sur nos sociétés limite le débat, car dans une perspective technocratique le dernier mot est réservé à « ceux qui savent » et il suffit de se rallier ; face à cette perspective, l'exigence morale consistera à démasquer l'illusion qu'aurait le technocrate de croire que science et technique peuvent faire l'unité. D'autre part, on accuse le pluralisme de masquer les divisions fondamentales de nos sociétés, entre autres celles des classes opposées. Or, ne faut-il pas réduire passablement la réalité pour en arriver à cette pensée binaire, quand on sait qu'aucun parti politique ne défend en pratique cette idéologie simpliste et que chacun fait appel à des valeurs qu'il estime valables pour tous. Le pluralisme est pris au sérieux quand on cesse de croire à une unité factice de la société et au caractère superficiel des conflits dans une société moderne ; en effet, ces conflits poussent à innover, à trouver des solutions, à faire évoluer la nature des institutions sociales et politiques.

Comment articuler l'éthique dans ce pluralisme sans tomber dans le relativisme moral ? Y a-t-il une régulation éthique du pluralisme qui, s'il est laissé seul sur son terrain, peut signifier rapports de force et violence ? Paul Valadier élabore trois principes régulateurs de la décision. Le premier principe éclaire la signification et la portée éthique de la discussion. La politique est le lieu de la parole publique, car « l'homme est politique parce qu'il est un être de parole » (p. 90). Or la parole ne serait pas nécessaire si tout s'agissait mécaniquement. L'échange de la parole doit être honnête et juste, éviter le trafic sur les mots, car la falsification du langage est violence de la vie sociale. Connaissant le pouvoir

du langage, celui qui sait parler peut manipuler l'information, jouer sur les esprits, dénaturer les mots ; d'où la nécessité d'une pratique du bon usage du langage en politique, comme condition de l'humanisation des rapports sociaux. Une telle discussion sur les enjeux politiques reste possible à condition que les moyens de communication ne soient pas aux mains d'un pouvoir unique. Le jugement moral doit être confronté aux données réelles du problème, car la « force des morales ne se mesure pas à la rigueur des rappels de principes, mais à leur aptitude à affronter le débat selon ses propres enjeux » (p. 106).

Le second principe porte sur le maintien dans la discussion de certains points absolus. Le fait d'accorder tant d'importance à la discussion, au respect des opinions, ne conduit-il pas au relativisme moral ? N'y a-t-il pas une référence nécessaire au droit naturel ? Il vaudrait mieux déterminer un contenu au droit naturel ; mais quand on recherche ce contenu intelligible, les divergences surgissent selon l'anthropologie particulière à chacun. Ainsi on préfère parler de droits de l'homme ; mais si on se demande s'il s'agit d'absolus qui s'imposent, de références permettant de dénoncer les injustices, on est renvoyé au même problème que pose le droit naturel, celui de leur fondement. Il faudrait concevoir les droits de l'homme comme une « protestation de la conscience devant des abus intolérables » (p. 115). C'est là une humanisation (moralisation) des rapports humains : il s'agit de réactions, d'objections que l'homme pose quand il est attaqué dans sa qualité d'homme et qui mettent un frein à l'attaque de l'autre. Au-delà des particularités, il y a là une entente sur le fait que chaque homme veuille être reconnu comme tel, égal en dignité à tous les autres.

Le troisième principe régulateur de la décision est l'horizon du bien commun. En vue de quoi se décider ? Quand il y a conflit de droits, au nom de quoi choisir ? Il faut poser une volonté commune qui n'est pas le résumé des volontés particulières, mais la mobilisation des énergies dans une volonté commune de vivre ensemble, de bâtir. Pour éviter la méfiance des uns et la critique des autres, il faut écarter une conception mécanique du bien commun ; cette notion se situe dans le registre du discours éthique, de ce qui est nécessaire pour bien vivre ensemble. C'est un désir de vie commune, désir d'une cité humaine. Les impératifs qui doivent être reconnus par une volonté morale pour engendrer une société plus humaine et plus juste sont le « Bien de la communauté » (richesse des nations), la « Communauté

de ce Bien » (droit au partage équitable dans cette richesse commune) et le « Bien de la communion » (valeur d'union qui crée le consensus).

Enfin, la décision concrète, but de la réflexion éthique sur la politique, se heurte au sentiment d'impuissance de l'individu, à une impression d'inefficacité surtout dans les rouages de l'économie, du marché financier et des rapports internationaux. Il ne faut pas ici se leurrer sur l'efficacité de l'action: le jeu des relations longues implique la lenteur, le long terme, l'incertitude du résultat; on doit cependant « articuler sa volonté de transformation radicale à long terme avec une action quotidienne de réforme » (p. 140). Le fait que la « raisonnabilité » de la décision passe par sa « rationalité » implique une analyse inductive des contraintes auxquelles la décision d'agir est soumise: buts, objectifs, moyens, coûts.

La troisième partie de l'ouvrage trace quelques repères pour le chrétien dans sa décision politique. Si la politique est un champ possible d'humanisation, un lieu d'engagement risqué, la perspective évangélique ne s'impose cependant pas de façon déductive et mécanique. C'est avec sa liberté située, enracinée que le chrétien s'engage, car la façon d'entendre l'évangile, la sensibilité aux valeurs chrétiennes est liée aux conditions culturelles, sociales, religieuses des individus. Il semble qu'il y ait toutefois quelques références précises sur lesquelles peut s'appuyer le jugement moral du chrétien: l'échange de la parole et le refus du mensonge, le refus de la violence qui tue, le pardon, l'acceptation du décalage entre l'espérance eschatologique et les décisions humaines.

Ce livre de Paul Valadier est remarquable. L'analyse qu'il fait de la complexité des situations de la politique et de l'humanisation possible de ces rapports est éclairante et actuelle. Il convainc le lecteur de la nécessité d'établir le plus de rationalité possible dans les situations politiques comme prérequis à toute action morale. Le texte n'est pas toujours facile, mais l'auteur progresse lentement et avec méthode; il amorce le profil de son discours, reprend ou résume telle analyse, opère une synthèse, de sorte que tout lecteur peut y trouver son compte.

Gabriel CHÉNARD

Pierre VITTOZ, **L'attrait des religions orientales et la foi chrétienne** (« La parole et les hommes »).

Un vol. 20 × 14 de 59 pp. Genève, Éd. Labor et Fides, 1978.

Ce texte est d'un auteur compétent, ancien missionnaire au Cachemire tibétain. On sait que la collection entend fournir aux échanges de groupes des textes à lire ensemble. Excellente initiative et qui, en l'occurrence, livre de courts chapitres où la pensée chrétienne pourra mieux apprécier et plus respecter les richesses de spiritualités dont elle ne connaît hélas trop souvent que certains aspects *soit* spectaculaires, *soit* ésotériques. Ce que son auteur veut que l'on cherche ici c'est d'abord « un approfondissement de notre vie spirituelle » (p. 5). C'est sans doute la meilleure façon de faire le départ entre ce qui est l'essentiel et les habillements à la mode du jour de spiritualités qui ont en commun avec la nôtre: la recherche de l'essentiel.

Jean-Dominique ROBERT

T.G.R. BOWER, **Le développement psychologique de la première enfance** (Psychologie et sciences humaines, n. 73), Bruxelles, Pierre Mardaga (Fonds Dessart), 1978.

Ce n'est que tout récemment que les psychologues ont commencé à recueillir des faits qui indiquent que le nouveau-né se considère comme un être humain et qu'il dispose de très nombreuses aptitudes insoupçonnées. J'imagine que les parents auraient pu nous parler de ces capacités inattendues, si seulement nous avions pris la peine de les interroger. Cet ouvrage présente une description vivante autant que magistrale du développement pendant les deux premières années de la vie. Il résume les découvertes que les spécialistes ont faites sur cette période cruciale en mettant en œuvre des techniques expérimentales neuves et ingénieuses. Il expose les données modernes essentielles pour comprendre le développement moteur, perceptif, linguistique, social, cognitif du jeune enfant. Il montre comment le développement se déroule et pourquoi il peut aller de travers, et il prête une attention particulière aux effets à long terme des expériences de la première enfance.

C'est une introduction idéale au développement du premier âge, aussi bien pour l'étudiant que pour les parents, les futurs parents, et tous ceux qui s'intéressent à la première enfance.

J.-D. ROBERT